

Exodes tous azimuts en zone sahélo-saharienne

Edmond Bernus
Géographe

Le titre du séminaire, « Migrations forcées de populations : réfugiés, déplacés, migrants », évoque surtout des fuites individuelles et collectives dans un contexte de violences économique, politique ou militaire. J'ai préféré le terme « exode », car plus que migration, terme utilisé pour tous les mouvements – migrations de travail, migrations vers les villes ou le Nouveau Monde – il possède un sens plus général ; comme le rappelle le *Petit Robert*, migration désigne un « déplacement de populations qui passent d'un pays dans un autre » et des « déplacements d'ordinaire périodiques, qu'accomplissent certaines espèces animales ».

« Exode », par contre, possède pour moi une double référence. C'est d'abord l'exode des Hébreux guidés par Moïse qui quittent l'Égypte pour le pays de Canaan, au XIII^e siècle avant notre ère. Cet exode d'un peuple pour échapper à la servitude, qui affronte la traversée du désert, incarne un côté volontariste, organisé, qui semble bien différent des migrations forcées actuelles. C'est ensuite l'exode de mai 1940, qui représente une fuite éperdue de populations civiles devant l'avance de l'armée allemande. C'est ici une panique, une « débâcle », un abandon de son pays, la peur au ventre, qui se présente un peu comme le négatif de l'exode biblique. Ces deux exodes aux sens contradictoires me semblent justifier l'utilisation de ce terme.

Mon exposé sera, bien entendu, partiel car je privilégierai des exemples pris dans ma propre expérience ou, du moins, dans des régions qui me sont familières ou auprès des populations que je connais bien. Je tenterai de montrer la réaction des populations d'accueil et les rapports entre les autochtones et les migrants, qu'ils soient ou non des étrangers par la langue et la culture.

Des migrations de travail aux exodes de la sécheresse

On ne peut parler des exodes de la sécheresse amorcée en 1968 sans rappeler les migrations qui ont existé dans toute la zone sahélienne depuis une époque lointaine : elles ont tracé des routes, donné des habitudes migratoires, préparé des contacts et des zones d'accueil. Ces migrations étaient parfois provoquées par des famines nées de guerres, de déficits pluviométriques, d'épidémies ou encore d'invasions acridiennes ; elles furent aussi suscitées et souvent forcées par la puissance coloniale. Les migrations des navétanes dans le bassin arachidier, celles vers l'Office du Niger, vaste périmètre irrigué à partir d'un barrage moderne permettant la culture du coton et du riz ou celles des Voltaïques descendant vers la forêt et la côte ont été bien étudiées.

Migrations de la famine au XIX^e siècle

Dans un livre sur « l'histoire des famines au Sahel », l'historien Boureïma Gado fait le bilan des famines qui ont été à l'origine de migrations importantes. Il distingue, depuis le début du siècle, quatre phases migratoires majeures :

- La grande famine de 1900-1903 dans la boucle du Niger, appelée « vente des enfants » en songhay, qui a pour origine diverses causes : bouleversements socio-économiques, crise écologique, épidémies, invasions acridiennes, sécheresse ; suites du passage de la funeste mission Voulet-Chanoine (1898-99) qui, au sud de l'actuel Niger, pilla et détruisit de nombreux villages sur son passage. La vente d'enfants de condition libre comme esclaves et des migrations successives en sont la conséquence.
- La grande famine de 1913-14, causée par un déficit pluviométrique général en zone sahélienne, provoque d'importantes migrations. Au Nigeria on signale pour la première fois l'arrivée de Touaregs en parlant, dans la région de Sokoto, de « famine des Touaregs ». Les Touaregs de la rive gauche du Niger se rendent dans le Gurma, ceux

du Niger central dans le Katsina, les Peuls de Dosso partent également en Nigeria et tous les éleveurs vendent leur bétail.

– En 1931-32, « l'année des criquets » provoque une grave famine qui donne lieu à une enquête après la mise en cause des négociants et fonctionnaires par une lettre du président de la Ligue des droits de l'homme qui parvient au ministre des Colonies. Cette famine est la cause de nombreux morts (plus de 60 000 et une perte de 22 % de la population dans les deux cercles de l'ouest du Niger) et d'innombrables départs vers les colonies anglophones.

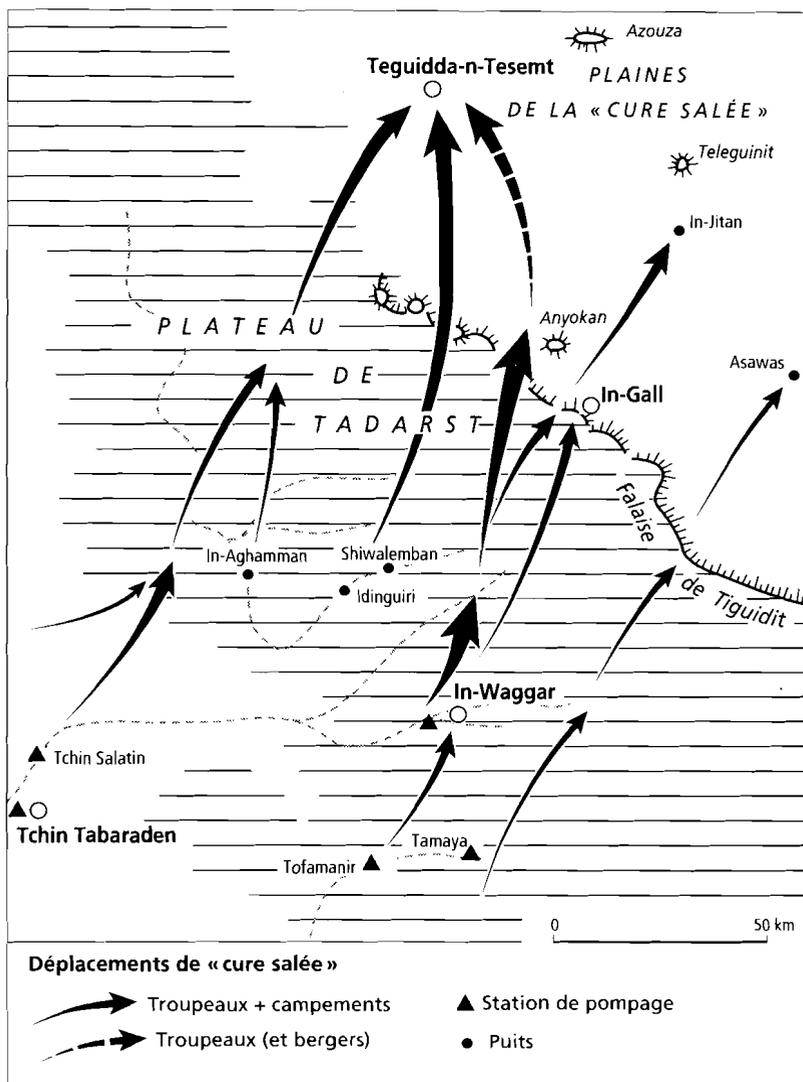
– C'est enfin la famine récente amorcée en 1968 qui est l'objet des lignes qui suivent.

Les sécheresses de 1968-73 et de 1983-85

Nous entrons ici dans un passé vécu par beaucoup d'entre nous. Il faut renvoyer à l'ouvrage édité par Jean Gallais « Stratégies pastorales et agricoles des sahéliens durant la sécheresse 1969-74 » (CEGET, 1977), avant d'analyser un cas précis sur lequel j'ai personnellement travaillé. Il s'agit des Touaregs de l'Azawagh nigérien, vivant dans la région comprise entre Tchinn Tabaraden, Abalak et In Gall. Il faut rappeler ici les réactions différentes des communautés touarègues au cours des deux phases paroxysmiques de sécheresse et de déficit fourrager.

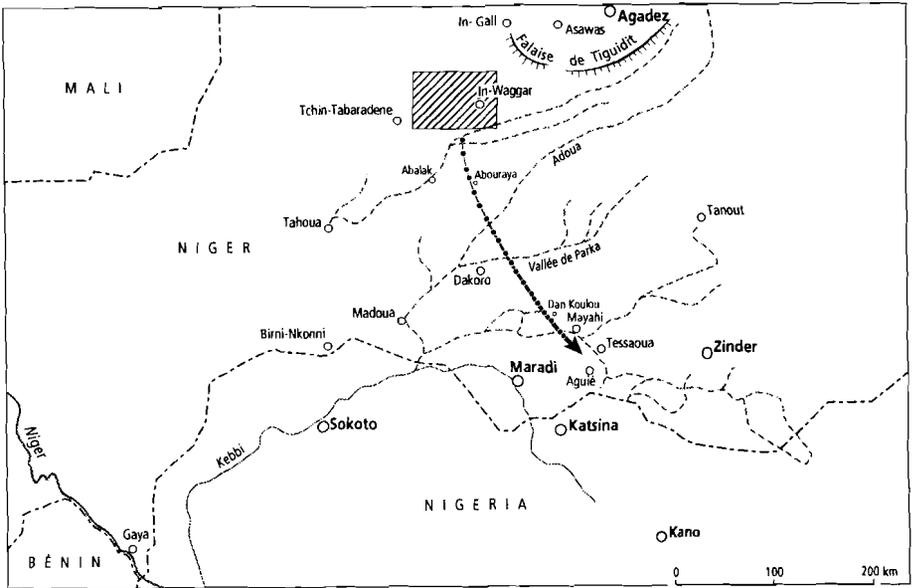
La première se situe en 1972, après que le Ministre des affaires sahariennes et nomades se soit rendu à Tchinn-Tabaraden, dès la fin des pluies, pour inviter les éleveurs à se diriger vers les zones agricoles méridionales moins touchées par la sécheresse : il désigna en particulier la région de Gaya, sur le Fleuve, tout au sud du Niger, à la frontière du Bénin et du Nigeria, où, disait-il, les paysans étaient prêts à les accueillir. Les Peuls nomades partirent, certains sans attendre cette invitation, alors que les Touaregs, dans leur grande majorité, restèrent sur place.

La seconde réaction se place en 1984, année où la pluie fut presque absente, après quelques saisons moins déficitaires. Dès la fin de l'été, il apparut que les troupeaux ne pourraient survivre à la saison sèche, faute de ressources fourragères. Appuyés par les autorités, les Touaregs quittèrent leurs parcours habituels (figure 1). Les Illabakan, « tribu »



Cartographie : A. Le Fur, AFDEC.

Figure 1
Migration estivale de « cure salée » des Touaregs Illabakan.



Cartographie : A. Le Fur, AFDEC.

Figure 2
Exode des Touaregs Illabakan en vingt étapes
vers la région méridionale de Mayahi (octobre 1984).

de Touaregs, que j'ai particulièrement suivis et interrogés, se décidèrent à partir à destination de Mayahi où le chef de tribu se rendit en éclaireur pour retrouver un parent fonctionnaire sur place et préparer l'arrivée.

Le voyage dura deux mois, avec vingt étapes pour gagner cette région à forte densité de population où se retrouvaient beaucoup d'autres groupes touaregs venus du nord avec leurs troupeaux (figure 2). Les contacts furent difficiles, tendus, bientôt hostiles avec les paysans haoussa de la région. Ils vécurent sous la menace permanente de vols d'animaux ; la paille de plus en plus rare fut vendue à des prix sans cesse croissants, alors que leurs animaux, menacés par le manque de fourrage, étaient bradés. La nuit, il fallait attacher des chameaux sellés pour être prêts à poursuivre à la trace les voleurs de troupeaux : le petit bétail était volé par les paysans, les chamelles par les Mousgou – nom haoussa des Touaregs Tamesgidida – sédentarisés dans la vallée de Tarka. Les Illabakan, réfugiés dans ce pays inconnu, reconnais-

saient les traces de leurs chamelles, différentes de celles de leurs voleurs, Touaregs comme eux et agro-pasteurs désireux d'accroître leurs troupeaux camelins : la sole de leurs chamelles, moins lisse, en raison du sol de leurs parcours septentrionaux habituels de l'Azawagh, leur permettait d'identifier et de suivre les animaux volés.

Ils vivaient dans un univers fermé, cloisonné, sans espace disponible pour le libre déplacement de leurs troupeaux. Le retour, au cours de l'été 1985, leur donna l'occasion de traverser des terroirs cultivés et parfois de laisser leurs animaux divaguer dans les champs, avant un prompt départ : c'était la vengeance de nomades, loin de tout contrôle, sur les paysans qui les avaient mal reçus et qui avaient profité d'une situation qui leur était favorable.

Ils regagnèrent leurs vallées et leurs puits habituels où n'étaient restés que quelques personnes avec un petit nombre de laitières, chamelles, vaches ou chèvres. Une femme Illabakan fit le poème suivant :

« Je prends la direction d'In Tamat et d'In Tadant,
Et j'y fixe mon campement.
Je ne vois pas un champ, pas un jardin où pousse la calebasse,
Les chameaux paissent en liberté,
Les ânes ne sont pas entravés,
Nous voici au pays tant aimé,
Ma prière est finie,
Ma chanson achevée ».

La femme voit déjà les vallées aimées dont les deux toponymes – In Tamat et In Tadant – évoquent les ombrages de l'*Acacia ehrenbergiana* (*tamat*) et les fleurs au parfum doux et aux baies sirupeuses du *Boscia senegalensis* (*tadant*). Liberté de parcours, et animaux sans entraves, donnent l'image du pays aimé. Si l'exode de ces Touaregs connut un retour rapide, celui de certains Peuls, qui avaient gagné des pays plus lointains – Nigeria, Cameroun –, se poursuivit plusieurs années avant un éventuel retour.

Autre cas de migration, des Peuls nomades, vers les années 1970, envahirent le nord de la Côte-d'Ivoire. C'était un exode biblique de familles entières accompagnées de leurs troupeaux de zébus, alors que les Touaregs avaient laissé sur place quelques familles avec un petit nombre d'animaux pour se nourrir. Les paysans sénoufo locaux possédaient un petit troupeau de taurins de race baoulé ou n'dama : ces animaux étaient confiés à des bergers peuls, salariés des paysans.

Mais l'arrivée des Peuls maliens, en corps constitués, avec leurs troupeaux, souleva une crainte générale. Ces troupeaux massifs de grands zébus constituaient un danger pour les récoltes. Un chercheur ivoirien intitula un article « De la zébusite », montrant ainsi que cette arrivée était perçue comme une invasion, une épidémie, une épizootie. Pour dissiper cette crainte, le président Houphouët Boigny dut parcourir la région. Partout il était accueilli par des discours reprenant le thème du danger peul : on parlait de cette calamité, de ce fléau, pour leurs champs, leurs récoltes et même leurs épouses, leurs jeunes filles qui n'échappent pas toujours aux envies de ces fougueux et irascibles visiteurs (Coulibaly, 1983).

Exodes tous azimuts

Après les exodes provoqués par des sécheresses, famines et autres fléaux, qui jalonnent l'histoire, et qui généralement prennent la route des pays méridionaux plus arrosés, d'autres exodes ont récemment été observés qu'on pourrait qualifier de tous azimuts. Il s'agit essentiellement d'exodes provoqués par des révoltes, des répressions dans le cadre d'États indépendants. Il faut se rappeler les circonstances de l'accession à l'Indépendance du Soudan français et du Niger qui allaient devenir républiques du Mali et du Niger : si les hommes du sud avaient été initiés aux pratiques de la politique en formant des partis liés ou associés à ceux de la métropole, en devenant députés et parfois ministres du gouvernement français, les chefs touaregs étaient restés à l'écart de l'évolution de l'Afrique et du monde : ils n'étaient pas du tout préparés à l'Indépendance. Souvent conseillés par des militaires français, les chefs touaregs manifestèrent le souhait de ne tomber ni sous l'autorité des gouvernements « arabes », ni sous celle des gouvernements « noirs ».

Deux pétitions, faites par les chefs du Mali et du Niger au président de la République française, exprimèrent ce désir : seule la première nous est connue. Signée par le *qadi* de Tombouctou le 30 octobre 1957 et renouvelée le 30 mai 1958, elle était intitulée « lettre ouverte par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de la Boucle

du Niger, à sa majesté Monsieur le Président de la République Française » : elle était signée par 300 chefs ou notables touaregs, maures et même songhay. « Son préambule annonce clairement le refus d'être intégré à un ensemble maghrébin ou, plus encore soudanais qui serait dominé par les populations d'Afrique noire » (Boilley, 1994, II : 277). En 1960, le Sultan d'Agadez et les principaux chefs de l'Aïr adressèrent également une lettre au Général de Gaulle pour lui demander de leur permettre de rester à l'écart du nouvel État nigérien ; la lettre fut renvoyée au nouveau président du Niger et de nombreux chefs, dont le Sultan Oumarou, furent destitués. Ces pétitions venant de chefs qui avaient longtemps été hostiles à la présence française, s'expliquent d'une part, parce qu'alors les Français leur semblent les seuls alliés possibles, et d'autre part, parce que les militaires français étaient en partie les inspirateurs de ces textes.

Si au Niger les années qui suivent l'Indépendance sont calmes, au Mali, dans l'Adrar des Ifoghas, on assiste assez vite à une dégradation des rapports entre les nouveaux agents administratifs et les populations. « Un nouveau pouvoir s'installe dans le vide laissé par l'administration française. Rapidement, les chefs de poste font subir aux Touaregs diverses exactions, vexations, provocations (par exemple vis-à-vis des femmes) » (Ag Bay & Bellil, 1986 : 72). Après plusieurs attaques touarègues qui s'emparent de chameaux, d'armes et de provisions, une révolte se lève et oppose des chameliers équipés d'épées et de rares fusils à une armée moderne. L'Adrar des Ifoghas, resté à l'écart des révoltes de 1917, fut dévasté par cette guerre, 40 % du troupeau fut détruit : cette révolte provoqua un premier exode vers l'Algérie. Des migrations de travail existaient depuis 1960 vers la base atomique d'In Eker (fermée en 1968) ; elles furent renforcées par un exode né de la guerre et de la répression. Des familles s'installèrent à l'ouest (Silet, Abalessa) et au nord (In Amzel) de Tamanrasset.

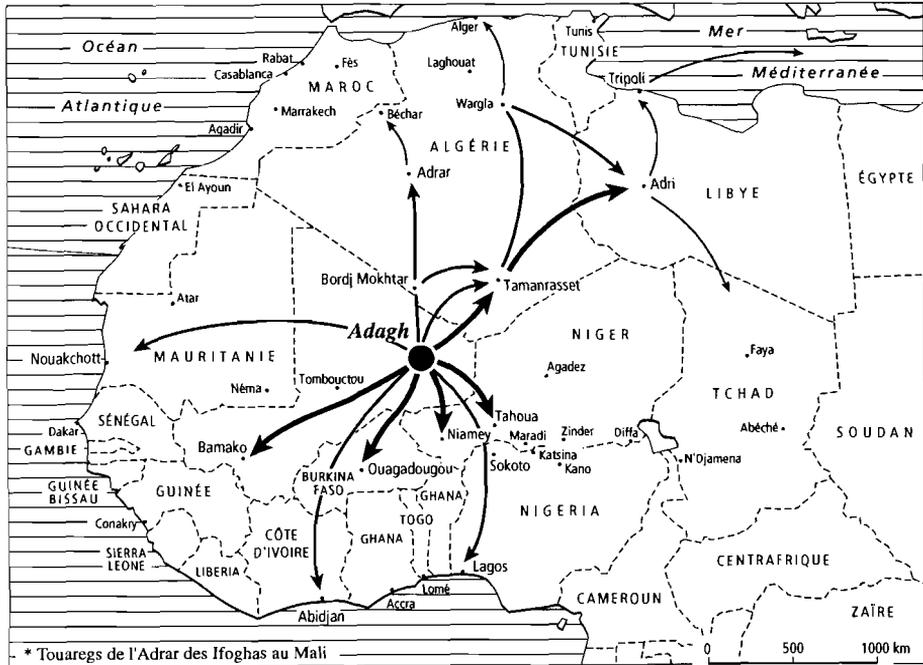
L'Adrar des Ifoghas fut décrété zone d'insécurité interdite aux étrangers, et placé sous un contrôle serré de l'administration. La politique menée par les fonctionnaires maliens visait la sédentarisation, l'obligation pour les Touaregs de s'intégrer dans une économie nationale monétarisée, avec des contrôles douaniers pour empêcher le commerce traditionnel avec le Touat, région sud-algérienne productrice de dattes ; c'était une tentative pour forcer les Touaregs à commercer avec les sociétés d'État et à participer aux activités des coopératives d'éle-

vage. Cette politique répressive fut un échec et les réglemens furent souvent contournés.

La sécheresse, qui atteint un point culminant en 1972-73, s'abat sur une population fragilisée par des massacres et par cette politique volontariste : elle provoque cette fois-ci un exode tous azimuts, une véritable diaspora. Suivant la première vague des exilés de la révolte de 1963-64, les réfugiés de la sécheresse partirent dans trois directions, vers l'Algérie, le sud du Mali et le Niger. Certains furent reçus par leurs prédécesseurs, notamment en Algérie, mais la majorité d'entre eux s'entassèrent dans des camps de réfugiés ou des bidonvilles spontanés à la périphérie des villes. Des quartiers de Kel Adagh – c'est le nom des Touaregs de l'Adrar des Ifoghas – se formèrent à Tamanrasset, mais aussi à Ouargla, Adrar, Colomb-Béchar. La diaspora s'étendit dans toutes les grandes villes de l'Ouest africain, en Côte-d'Ivoire (Abidjan), au Sénégal, au Cameroun, au Togo, en Nigeria (figure 3).

Petit à petit s'organisa la migration de travail vers la Libye, de jeunes connus sous le nom d'*ishumar* (déformation touarègue du terme de chômeurs). Au départ, ce terme désignait les migrants se rendant dans les villes, puis il se banalisa et s'appliqua à tous les jeunes partant à l'étranger. Terme d'abord valorisant, puisqu'il désignait ceux qui reviennent dans leur pays avec des transistors et des objets rares, il changea de signification : le terme d'*ishumar* s'appliqua dès lors à tous les jeunes, puisque tous s'en allaient en voyage et, dans les quartiers de Reggan et de Tamanrasset où s'entassaient les réfugiés, il connotait dès lors, pour les autochtones et plus encore pour les autorités, une forme de rejet, de mépris, en s'appliquant aux marginaux, aux voleurs, aux prostituées. Le terme a connu un certain succès dans de nombreuses publications car sa forme touarègue plurielle, ainsi que ses dérivés – *teshumara*, etc. – intriguent et montrent comment une langue de pasteurs nomades peut traduire et s'approprier de nouveaux concepts.

La reprise de la révolte touarègue en 1990 se fait dans de toutes autres conditions. Elle est menée par des jeunes gens qui ont appris à manier des armes, à conduire des voitures tout-terrain : dès lors, la Kalachnikov qu'on arrache à l'armée et la Toyota qu'on vole aux ONG changent les rapports de force, à l'avantage des révoltés désormais mobiles dans un terrain qu'ils connaissent mieux que les militaires. L'armée



(Extrait de P. Boilley, 1994, II : 370. Cartographie : A. Le Fur, AFDEC.)

Figure 3
La diaspora Kel Adagh*,
à la suite des sécheresses et de la révolte.

subit des échecs, tombe dans des embuscades et dès lors se venge sur les campements désertés par les hommes. Ce n'est pas le lieu ici de décrire la révolte, la formation de divers mouvements, de différents fronts, mais d'en venir aux exodes qui en sont la conséquence.

À partir de 1991, l'exode connaît deux nouvelles directions : le Nord du Burkina Faso et la Mauritanie. Après des massacres dans la région de Léré, des exodes massifs de Touaregs, mais aussi de Maures du Nord-Ouest du Mali et de la région de Tombouctou se dirigent vers la Mauritanie. Cet exode n'était pas terminé quand, après le pacte signé en 1992, les Songhay s'estimant lésés par ces accords, refusant l'intégration des révoltés touaregs dans l'armée, constituèrent un mouvement armé (*ganda koy*) qui pilla les citadins touaregs et maures et sema la terreur dans les campements. La Mauritanie et le Burkina Faso furent une fois encore les pays d'accueil pour ces familles menacées.

Le nombre des réfugiés est mal connu et les chiffres officiels sont souvent inférieurs à ceux donnés par les Touaregs de France. On peut signaler que le Président Konaré, en mars 1996, appelle les 120 000 réfugiés à regagner leur pays. En Mauritanie, de nombreux réfugiés vivent dans des camps avec l'aide des ONG et du HCR. Certains éleveurs ont pu conserver des troupeaux et échappent à la vie des camps : du coup, l'effectif des troupeaux est multiplié par deux dans le Sud-Est de la Mauritanie comme le signale la revue « Habbanae » (n° 37, oct. 95) de *Vétérinaires sans Frontières*, ce qui pose des problèmes et provoque des conflits entre les nouveaux venus et les éleveurs locaux. C'est le problème des rapports entre étrangers et autochtones que nous allons aborder dans le cadre de l'Ahaggar.

■ Évolution des rapports entre Touaregs kel ahaggar et kel adagh en Algérie

La réaction des Sénoufo devant l'arrivée des Peuls et de leurs troupeaux en Côte-d'Ivoire faisait apparaître la confrontation de deux cultures, de deux civilisations que tout opposait. La confrontation de deux groupes touaregs qui se connaissaient, qui parlaient la même langue et qui pratiquaient les uns et les autres le nomadisme pastoral, est d'une toute autre nature. L'analyse que nous en donnons est inspirée d'un article de R. Bellil et B. Dida (1993).

Poussés par la sécheresse, les Kel Adagh et d'abord les Kel Afella, nomadisant à l'extrême nord du Mali, à proximité de l'Algérie, arrivèrent les premiers en Algérie et en particulier à Tamanrasset. Dans cette ville se trouvent dès lors en présence les Touaregs algériens (Kel Ahaggar) et les Touaregs maliens (Kel Adagh), réfugiés victimes de la sécheresse puis de la répression. À partir de 1975, leur présence posa des problèmes et, à la suite de nombreuses rixes, l'administration algérienne suspendit l'inscription sur les listes d'état-civil des populations frontalières, c'est-à-dire les Kel Afella. Incapable de distinguer « nationaux » et réfugiés, l'administration se fia aux renseignements fournis par les Kel Ahaggar, ce qui permit à ces derniers de s'approprier les parcours frontaliers des Kel Afella.

À cette époque, Tamanrasset est une ville-chantier où vivent de nombreux travailleurs venus du nord : pour ces derniers, Kel Ahaggar et Kel Adagh ne sont guère discernables et répondent à une même image de Touaregs voilés. Les Kel Ahaggar veulent affirmer leur différence par rapport aux réfugiés du Mali et pour y parvenir ils répandent une image négative des Kel Adagh : en particulier, ils rappellent que ces Kel Adagh ont été vaincus lors de leur révolte de 1963-64, ce qui est dévalorisant pour des guerriers ; de plus, leur attitude très libre et disponible n'est pas le silence hautain qu'on attend d'un guerrier vaincu.

Les Kel Adagh, bien au contraire, n'attendent pas en assistés leurs rations quotidiennes. Ils ne luttent pas seulement les armes à la main, mais dans un désir de s'affirmer, de vivre, de se réunir, de faire des fêtes pour maintenir leur cohésion et affirmer leur appartenance à une communauté vivante. Leurs fêtes sont organisées avec l'argent rapporté de Libye par les jeunes gens. Le terme *zahuten*, tiré de l'arabe, témoigne de l'organisation de fêtes nouvelles, en plein air, où s'expriment des chanteuses qui acquièrent une vraie notoriété, grâce à un répertoire rapporté sur cassettes de Libye. Une chanteuse devient la porte-voix des *ishumar* et de leurs aventures. Face aux Kel Ahaggar figés, les Kel Adagh apparaissent comme une communauté dynamique, ouverte au monde.

Les réfugiés touaregs venus du Mali et du Niger se comptaient par milliers après la sécheresse de 1973-74 ; un nouvel afflux de réfugiés se produisit après le retour d'un déficit pluviométrique record en 1984. Parmi eux, les Kel Adagh étaient les plus nombreux et ils se lancèrent dans le commerce entre l'Algérie et le Mali et bientôt on les accusa de vendre les produits subventionnés par le gouvernement : ils devinrent la bête noire des autorités algériennes qui réagirent brutalement. En juillet 1984, un quartier de Tamanrasset, peuplé de Touaregs maliens, est rasé. En avril 1986, après des rafles effectuées à Tamanrasset, des milliers de Touaregs maliens et nigériens sont expulsés et transportés par camions jusqu'à la frontière sans que rien n'ait été préparé : ils sont abandonnés là, sans ressources.

« La vitalité de la communauté nomade est passée par sa jeunesse qui a réussi à inventer de nouveaux modes d'existence. Vus de loin, ceux-ci peuvent paraître l'expression des déstructurations multiples, être perçus comme des "errances" ou les conséquences d'une "extraver-

sion” imposée sans rapport avec les bases sociétales anciennes, et sans fondements. L’espace nomade semble avoir perdu tout sens, les populations toute cohésion, livrées à l’exil, aux emplois de fortune et à la dilution culturelle » (Boilley, 1994, II : 384). « En fait une culture nouvelle est en gestation (...) et a déjà produit des formes originales d’expression. Il y a la solidarité de l’exil, une nouvelle culture nomade, avec cette errance, le sac à la main, le bidon de plastique et enfin une nouvelle pensée politique qui consacre l’abandon du nomadisme traditionnel. Ces *ishumar* sont de nouveaux guerriers qui ne plient pas l’échine : ils constituent une nouvelle aristocratie basée sur la combativité, l’expérience des mondes extérieurs et sur l’énergie, et non sur la naissance. Ils ont élargi l’amplitude de leur mouvement et de leur pensée au-delà de la société touarègue » conclut très justement Pierre Boilley (*ibid.* : 381).

Les retours demandent cependant une adaptation, une fusion avec ceux qui sont restés et une concertation avec les États pour qu’on accorde à ces *guérilleros* une place dans l’armée ou la gendarmerie ; il ne faut pas oublier « ceux de l’intérieur » qui ont permis, dans bien des régions, de conserver quelques troupeaux et de nourrir les familles.



Depuis vingt ans, les sécheresses et les révoltes ont provoqué dans toute la zone sud-saharienne des exodes tous azimuts. On a l’impression que l’Afrique et le monde sont saisis d’une mouvance permanente qui échappe aux migrations du passé, sinon ordonnées, du moins organisées sur des axes privilégiés. Ces mouvements ne sont plus seulement l’appel d’un pôle positif, plus riche, mieux arrosé, à un pôle négatif, surpeuplé et souvent victime de famines ; ce sont de plus en plus des fuites éperdues vers une bouée de sauvetage, vers un abri provisoire, devant un ennemi menaçant. C’est à la fois l’exode des Peuls qui quittent leur pays pour trouver dans la riche et fertile Côte-d’Ivoire une terre d’asile, ou celui des Touaregs et des Maures, chassés par une guerre impitoyable, mais qui espèrent regagner un jour la « Terre promise ».

Bibliographie

Ag Bay (C.) & Bellil (R.), 1986 —
Une société touareg en crise :
les Kel Adar du Mali. *Awal*, 2 : 49-86.

Bellil (R.) & Dida (B.), 1993 —
« Évolution de la relation entre Kel
Ahaggar et Kel Adagh », in *Le
politique dans l'histoire touarègue*,
sous la direction d'H. Claudot-Hawad.
Les Cahiers de l'Irenam, n° 4, Aix-en-
Provence : 95-110.

Bernus (E.), 1994. —
« Touaregs en révolte. Front uni
ou ordre dispersé ? » Boston USA.
Brazzaville + 50, Conference
on francophone Africa and Franco-
African relations.

Boilley (P.), 1994 —
*Les Kel Adagh. Un siècle de
dépendances de la prise de
Tombouctou (1893) au pacte national
(1992)*. Étude des évolutions
politiques, sociales et économiques
d'une population touarègue (Soudan
français, république du Mali). Thèse
de doctorat d'Histoire, université
Denis Diderot (Paris VII), 3 tomes,
977 p.

Bourgeot (A.), 1994 —
Révoltes et rébellions en pays
touareg. *Afrique contemporaine*,
n° 170, 2^e trimestre 1994 : 3-19.

Claudot-Hawad (H.) (sous la
responsabilité de), 1990 —
Touaregs exil et résistance.
*Revue du Monde Musulman
et de la Méditerranée*, n° 57,
Edisud, Aix-en Provence, 198 p.

Coulibaly (S.), 1983 —
La difficile mais nécessaire
intégration de l'élevage zébu
dans le monde rural senoufo
(de la zébusite). *Annales Université
d'Abidjan*, Série G (Géographie),
t. XII : 64-145.

Gado (B.), 1993 —
*Histoire des famines au Sahel. Étude
des grandes crises alimentaires
(XIX^e-XX^e)*. Paris, L'Harmattan, 21 tabl.,
biblio., 201 p.

Gallais (J.), (sous la direction de),
1977 —
Stratégies pastorales et agricoles
des sahéliens durant la sécheresse
1969-1974. *Travaux et Documents
de Géographie tropicale*, n° 30,
CEGET/CNRS, Bordeaux, 281 p.